l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
11 mars 1976

No 446

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

40 000 personnes aux obsèques d'un ouvrier assassiné par la police

Après la manifestation, vendredi, de 50 000 personnes de Vitoria à l'enterrement de trois manifestants assassinés par la police, c'est plus de 40 000 travailleurs qui ont assisté, mardi soir à Basauri près de Bilbao, aux obsèques de Vincente Anton Ferrero, jeune ouvrier de 18 ans, assassiné par la garde civile.

Au cours de la cérémonie, l'un des prêtres a exprimé les aspirations des ouvriers de la Biscaye. Des délégations d'ouvriers, dont beaucoup portaient des brassards noirs, ont également pris la parole, et une ouvrière a demandé que l'on détermine les responsabilités dans la mort du jeune ouvrier.

Après les obsèques, les manifestants ont exprimé leur colère en défilant pendant trois heures dans les rues de Basauri.

Un membre de commissions ouvrières de Biscaye a fait le récit, mardi soir, au cours d'une conférence de presse, des événements au cours desquels Ferrero a été assassiné.

Il a déclaré que plusieurs centaines de travailleurs se dirigeaient en cortège pacifique vers le centre de Basauri quand une jeep de la garde civile arrivant à grande vitesse prit les manifestants à revers.

Une dizaine de gardes descendirent de la jeep et frappèrent violemment à coups de crosses, pour sortir du carrefour en direction d'une avenue par laquelle montait un peloton de gardes civils.

(Suite page 2)

L'ESPAGNE EN LUTTE

55 000 ouvriers du textile en grève

Des manifestants déposent des fleurs à l'endroit où Vicente a été tué (Photo AFP).

ENTRETIEN AVEC DES VIGNERONS DE L'HERAULT

«Les gens sont prêts actuellement à prendre le fusil»

P. 8

Lima

LES TRANSNATIONALES EN ACCUSATION

Les représentants du tiers monde à la commission des transnationales de l'ONU, qui siège actuellement à Lima, ont exprimé leurs préoccupations face aux manœuvres des pays impérialistes qui ralentissent ses travaux.

Les méfaits de ces sociétés géantes dans le tiers monde, telles la «United fruit» en Amérique latine, ou l'«Aramco» dans les pays du Golfe arabe, ne sont plus à démontrer. Même les pays européens ne sont pas épargnés par leur pillage et leurs intrigues, ainsi qu'en témoignent actuellement les scandales des pots de vins généreusement distribués par la compagnie américaine «Lookheed».

A juste titre les pays du tiers monde ont imposé l'utilisation à leur égard du terme «transnationales» plutôt que «multinationales» car les capitaux de ces gigantesques monopoles, s'ils étendent leurs ramifications à l'intérieur de très nombreux pays, ne sont pas pour autant «apatrides» mais bien majoritairement contrôlés par un impérialisme donné.

(Suite page 2)

Faculté de Vincennes

UNE VICTOIRE ANTIRACISTE

Depuis le 24 février, 15 travailleurs immigrés du Restaurant universitaire de la Faculté de Vincennes, étaient en grève contre le comportement raciste de leur chef cuisinier à leur égard (un nostalgique de «l'Algérie française» qui manie facilement le revolver).

Un boycott total du restaurant et des deux cafétérias a été maintenu jusqu'au 9 mars par un piquet de grève permanent devant les portes, tenu par les 15 grévistes, des étudiants français et étrangers et des employés administratifs.

Dès le début, la grève était dirigée par les 15 travailleurs soutenus activement par les étudiants et les employés. La tenue d'assemblées générales fréquentes appelées par les grévistes ont élargi le soutien : des pétitions, des collectes étaient faites par des petites équipes du piquet de grève qui passaient expliquer la grève dans les cours de la faculté.

(Suite page 3)

Ouvriers, paysans, étudiants

S'UNIR POUR ETRE PLUS FORTS

D'importants événements sont sans doute en train de se préparer sous nos yeux. Toutes les couches du peuple, frappées par la crise capitaliste, sont engagées dans des luttes qui prennent de plus en plus d'ampleur. D'abord la classe ouvrière, touchée par un chômage inégalé depuis de nombreuses années. C'est sans doute par dizaines que se compte aujourd'hui le nombre d'entreprises occupées par les ouvriers qui refusent les licenciements. Chaque jour qui vient nous apporte l'annonce de nouvelles occupations d'usines, de grèves, de manifestations ouvrières contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires. Dans de nombreux endroits, les travailleurs mettent en échec les manœuvres du PCF qui s'oppose à leurs luttes.

(Suite page 3)

SAHARA OCCIDENTAL

DES PATRIOTES MAURITANIENS PARLENT

«Le peuple saharaoui doit être maître de son destin»

(p.2)

L'ESPAGNE EN LUTTE

(Suite de la page 1)

A la jonction des deux groupes de gardes civils, ceux-ci se mirent à tirer dans la foule des manifestants et tuèrent le jeune ouvrier métallo. Après coup les manifestants devaient receuillir sur place une soixantaine de douilles de pistolet-mitrailleur. A Vitoria, face à la magnifique riposte populaire de vendredi, la magistrature du travail s'est vue obligée de réintégrer sans condition les 22 ouvriers qui avaient été licenciés. Cependant trois ouvriers viennent d'être arrêtés par la police fasciste.

55 000 ouvriers du textile se sont mis en grève, mardi également, dans diverses usines de Catalogne, notamment à Sabadell et Tarrasse. Ils réclament une augmentation de salaire de 9 000 pesetas par mois, trente jours de vacances et 3 mois doubles par an.

Enfin de nombreuses manifestations ont eu lieu à Barcaldo, près de Bilbao, qui ont rassemblé plus de 10 000 personnes.

Véto soviétique à la livraison d'équipements militaires indiens à l'Egypte

L'armée égyptienne, équipée jusqu'ici presque entièrement de matériel militaire soviétique se voit quasiment paralysée par le refus de l'URSS de continuer à lui livrer des pièces détachées nécessaires et même à assurer l'entretien indispensable des moteurs des «Mig 21» achetés par l'Égypte. Celle-ci n'ayant pas au goût de l'URSS, la nuque assez souple pour accepter tous les diktats soviétiques, se voit ainsi dangeureusement menacée dans sa capacité de défense nationale.

L'Égypte s'est donc adressée à l'Inde, qui produit sous licence des «Mig» et d'autres matériels militaires de conception soviétique, pour obtenir des pièces détachées. Elle n'en aura pas. Ainsi en a décidé Moscou qui a interdit à l'Inde la fourniture de ce matériel à l'Égypte.

Indira Ghandi qui a livré de nombreux secteurs de l'économie de son pays au pillage soviétique ne risque pas de passer outre à ce véto.

Un nouvel exemple de la fameuse «aide» soviétique au tiers monde !

Manœuvres aériennes soviétiques aux abords du Danemark

Des appareil soviétiques «en grand nombre» ont approché récemment jusqu'à 10 milles marins de la frontière territoriale du Danemark, vient de révéler le général responsable de la Défense danoise.

Des appareils danois ont pris l'air pour intercepter les appareils soviétiques et leur faire rebrousser chemin au cas où ils violeraient l'espace aérien du Danemark.

Selon les milieux militaires danois, cette manœuvre soviétique était destinée à tester la rapidité d'intervention des forces armées danoises. Ce genre d'enquête et d'espionnage soviétiques se multiplie actuellement à l'encontre des pays scandinaves qui se déclarent ouvertement inquiets de l'accélération des préparatifs de guerre que l'URSS déploie à leurs frontières et prennent de nouvelles mesures pour renforcer leur capacité de défense nationale.

Lima: Les sociétés transnationales en accusation

(Suite de la page 1)

Le tiers monde au cours de cette conférence, insiste sur la priorité à accorder à l'élaboration d'un «code de conduite» imposant divers freins à l'expansion de ces géants impérialistes, tels que l'obligation de réinvestir une partie de leurs bénéfices dans pays où ils opèrent.

Malgré la très vive résistnce à laquelle il se heurte de la part des pays industrialisés, particulièrement évidemment, des USA, le tiers monde défend de façon ferme et unitaire ses positions et s'exprime d'une seule voix au sein du groupe des «77».

Pour une juste solution du problème sahraoui

D'un groupe de patriotes mauritaniens nous avons reçu cette prise de position sur la question du Sahara occidental. Elle est d'autant plus intéressante et courageuse qu'elle provient de ressortissants d'un pays qui a été partie prenante de l'injuste accord de Madrid et dont l'armée occupe actuellement arbitrairement une partie du Sahara occidental.

Se prononçant fermement à la fois contre toute ingérence des superpuissances dans la région et pour un soutien sans faille à la cause de l'autodétermination du peuple saharaoui, seule issue véritable pour mettre fin au conflit, elle est un exemple de lucidité politique et d'internationalisme prolétarien.

La guerre actuelle du Sahara est pour nous, patriotes mauritaniens, un sujet de grande préoccupation. Cela, surtout parce que nous sommes conscients qu'en cette période de profonds bouleversements elle ne manquera pas d'avoir d'importantes conséquences sur le plan national, régional et international.

1/ Cette guerre se déroule à un moment où les pays et peuples du tiers monde mènent une bataille de grande envergure contre l'impérialisme, pour récupérer leurs richesses, défendre leur indépendance et instaurer un ordre économique mondial nouveau. Les succès remportés par eux sur cette voie sont dus au large front qu'ils ont constitué, à leurs soutien et aide mutuels. Afin de poursuivre ce combat, les pays et nations opprimés ont besoin de persévérer dans l'unité, la solidarité et la cohésion. La guerre actuelle du Sahara, loin de favoriser cela, vient au contraire semer une division de plus en plus nette dans leurs rangs, division manifeste au sein de l'ONU, de l'OUA et de la Ligue arabe. C'est là une aubaine pour les puissances impérialistes et en particulier les plus grandes d'entre elles dont l'objectif a toujours été de semer la discorde et la zizanie entre les pays du tiers monde pour ensuite pêcher en eau trouble. La guerre du Sahara pourra, si on n'y prend pas sérieusement garde, leur donner l'occasion d'atteindre cet objectif.

LA GUERRE NE PEUT SERVIR L'INTÉRET DES PEUPLES DE LA RÉGION

2/ Sur le plan régional le conflit actuel aura pour conséquences prévisibles de diviser davantage les pays du Maghreb, et de les détourner de leur objectif essentiel qui a été, jusqu'ici, la lutte pour la consolidation de leur indépendance et l'édification de leurs économies nationales respectives. Étant donné la faiblesse de leurs ressources propres et les lourdes charges de la guerre, ils seront obligés de faire appel (si ce n'est déjà fait...) à une plus grande assistance étrangère. Cette aide, ne pouvant venir du camp du progrès hostile à une guerre injuste, ne viendra que du camp impérialiste, notamment des plus grandes puissances impérialistes dont l'une est déjà puissamment engagée du côté mauritanien et marocain.

Le peuple sahraoui doit cesser d'être «réfugié» sur son propre sol (Photo Algérie presse service).

Les incidences de cet état de choses sont devenues perceptibles en Mauritanie, qui, pourtant, au cours des dernières années a fait subir à l'impérialisme et au féodalisme d'importantes défaites mais qui se trouve aujourd'hui, bon gré mal gré, prise dans un engrenage qui fait peser une lourde hypothèque sur l'ensemble de ses acquis nationaux, sur son avenir.

3/ Depuis des décennies les pays accèdent les uns après les autres à l'indépendance, à l'intérieur des frontières héritées du colonialisme. Petits ou grands, riches ou pauvres, continentaux ou insulaires, ce droit n'a jamais été contesté à aucun d'entre eux. Ces pays et l'ensemble de la Communauté internationale ont vite compris qu'en cherchant à définir les frontières sur d'autres bases que la réalité du découpage colonial on ouvrirait la voie à la remise en cause de l'existence de tous les pays et à l'instauration de la loi de la jungle. L'OUA, consciente – à juste raison – d'un tel danger pour la stabilité des États du continent a érigé l'intengibilité des frontières léguées par le colonialisme en loi dans sa charte.

LE PEUPLE SAHRAOUI DOIT ETRE LE MAITRE DE SON DESTIN

Malgré tout cela, le peuple sahraoui se trouve dépossédé et rattaché contre son gré, en partie au Maroc en partie à la Mauritanie. On justifie un tel drame par l'existence de liens historiques et de liens de sang avec ces deux pays. C'est là une situation qui, si elle est acceptée par la communauté internationale et surtout l'OUA et la Ligue arabe, créera inévitablement un précédent dont les conséquences seront d'une extrême gravité, surtout que nul n'ignore que rares sont les nationalités ou les groupes ethniques qui n'ont pas été divisés arbitrairement par les cartographies colonialistes.

Ces conséquences qui ne sont d'ailleurs pas les seules, montrent éloquemment que la guerre du Sahara ne sert objectivement que les desseins de l'impérialisme. L'accord tripartite ourdi sans la moindre voix sahraouie même pas celle de la Djamaa ou du PUNS encore moins celle du véritable représentant du peuple sahraoui, le F.POLISARIO, loin d'aboutir à ce que désirent la Mauritanie et le Maroc – «l'unité nationale – enlise toute la région dans une guerre aussi meurtrière que destructrice qui creuse un fossé qui ne cesse de s'approfondir entre les peuples de la région. Cela n'est pas étonnant. L'histoire prouve que l'unité par le fer et par le sang a toujours abouti à un fiasco national : en témoigne l'expérience en Irlande du Nord, en Catalogne, au Kurdistan, au Sud-Soudan etc. Pour être viable et durable l'unité entre les peuples doit être librement consentie. L'unité entre le peuple sahraoui et les peuples de la région en particulier celui mauritanien, a des fondements objectifs sérieux qui la rendent possible et souhaitable. Mais ces fondements ne doivent se substituer au libre choix du peuple sahraoui.

L'on voit donc que la guerre n'est pas la solution juste du problème sahraoui. Ceux-là qui l'ont déclenchée, c'est-à-dire la Mauritanie et le Maroc doivent l'arrêter afin non seulement d'éviter au tiers monde de plus grandes divisions, conserver les énergies de leurs peuples à l'édification de leurs pays, mais aussi afin d'ouvrir une voie à l'unité véritable des pays de la région, unité qui ne saurait être que l'expression d'une autodétermination librement choisie. L'arrêt de la guerre et l'autodétermination du peuple sahraoui sont l'unique solution juste. «Le droit des peuples à l'autodétermination» est une grande leçon que l'humanité a tiré de ces échecs et victoires répétés. Nous invitons les pays concernés et en particulier le nôtre à ne pas ignorer cette leçon sinon ils prendraient des responsabilités que l'histoire et les peuples ne sauraient pardonner.

Un groupe de patriotes mauritaniens.

nouvelles intérieures

Toulouse

A l'enterrement du commandant de CRS

Poniatowski veut rassurer ses troupes

C'est mardi, à Toulouse, que se sont déroulées les obsèques du commandant de CRS abattu alors qu'il dirigeait une agression contre les vignerons en lutte pour leur droit à la vie. Poniatowski, présent, s'est employé à rassurer les policiers inquiets de voir que maintenant la violence des masses s'opposait à leur propre violence. Le gouvernement veut redonner du moral à ses hommes de main qui voient qu'ils courent maintenant un risque en déchaînant leur violence contre le peuple. Qu'on imagine la panique de ces messieurs s'ils ne peuvent plus assassiner impunément des paysans, des ouvriers aux mains nues comme ils l'ont fait dernièrement encore à Épinal. Que le peuple se défende voilà ce qu'ils craignent.

C'est pour cela que le ministre de l'Intérieur a annoncé la nomination du commandant de CRS au titre de colonel et a rendu hommage à la police. Poniatowski a eu également recours à la menace à l'égard des vignerons. Il a notamment déclaré :

«J'ai donné des consignes fermes pour que les responsables et les instigateurs des désordres et des crimes qui ont entraîné la mort du colonel Le Goff soient activement recherchés et déférés à la justice. Ils le seront. Pour ces missions, tous les services de la police nationale conjugueront leurs efforts.»

Poniatowski peut être sûr que s'il veut mettre ses menaces à exécution il verra se dresser une nouvelle fois les vignerons du Midi, avec peut-être encore plus de force qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant.

Mauvais comptes et bons amis

L'UDR n'est pas satisfaite du tout des résultats des élections cantonales tels que le ministère de l'Intérieur les a communiqués officiellement.

Alors que Poniatowski a annoncé que l'UDR avait obtenu 1 102 127 voix pour 501 candidats, l'UDR affirme avoir obtenu 1 500 000 voix pour 606 candidats. De deux choses l'une : ou bien Poniatowski et l'UDR n'ont pas appris à compter à la même école, ou bien derrière ces mauvais comptes se cachent les trafics électoraux de l'un et de l'autre. La deuxième hypothèse est sans doute la bonne.

FOUGERES 2500 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

2 500 travailleurs ont manifesté mardi dans les rues de Fougères contre le chômage et les licenciements. Ils ont notamment défilé devant les trois usines touchées par les licenciements : Rehault, Maunoir et Morel. Après un meeting dans le centre de la ville, les ouvriers de Réhault ont regagné en manifestant l'usine qu'ils occupent.

La CFDT a réaffirmé sa volonté de refuser tous les licenciements chez Réhault. Pendant ce temps, les manœuvres et les pressions se multiplient pour tenter de diviser les ouvriers.

C'est ainsi que le préfet fait miroiter la possibilité de réembauche de 230 ouvriers de Réhault sur les 600 licenciés... à condition que l'occupation de l'usine cesse dans les 48 heures.

Le piège est grossier. Mais les ouvriers de Réhault restent décidés à poursuivre la lutte jusqu'à ce que tous soient réembauchés.

Faculté de Vincennes

VICTOIRE ANTIRACISTE

(Suite de la page 1)

Une première fois, face à Fohr, directeur du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), les 15 travailleurs posaient leurs revendications :

– mutation du chef raciste,

– garantie qu'aucune sanction ne serait prise à leur égard,

– paiement des jours de grève.

Après deux autres «face-à-face», appuyés par des délégations massives d'étudiants, mardi 9 mars, les travailleurs obtenaient, par écrit, la satisfaction des deux premières revendications.

Ils ont voté la reprise du travail. Le soutien financier qui se poursuit (versement d'un jour de salaire des enseignants...) exprime la volonté de lutter pour l'égalité des droits des travailleurs immigrés et français (contre le refus du CROUS de reconnaître la grève, en l'appelant «abandon de poste» ou encore «service non fait» !).

Travailleurs immigrés, mêmes droits que les travailleurs français.

S'unir pour être plus forts

Les petits paysans sont eux aussi frappés durement par les monopoles capitalistes. Leurs revenus s'effondrent et ne leur permettent plus de vivre. Les actions des viticulteurs ont montré que là aussi les luttes prenaient une ampleur nouvelle. Les nombreuses actions qu'ils ont menées contre de gros négociants ont montré qu'ils étaient déterminés à défendre leur droit à l'existence. Surtout, en recourant à la violence révolutionnaire de masse, ils ont affirmé que le temps était fini où la bourgeoisie pouvait impunément les réprimer, les emprisonner, les agresser, les tuer. Là encore ces luttes se développent en dehors et contre la volonté des dirigeants du PCF.

Les étudiants enfin, qui n'ont pour beaucoup pour seul avenir que le chômage, ont engagé une importante lutte contre une réforme qui vise à renforcer la sélection pour que l'université serve mieux les intérêts des capitalistes. En plusieurs endroits ils ont eu recours à la séquestration de recteurs ou d'autres représentants de la bourgeoisie. Ils suivent ainsi l'exemple qu'ont donné les ouvriers dans de nombreuses luttes. La plupart du temps ils ont rejeté les manœuvres du PCF et ses prétentions à vouloir imposer sa direction.

Alors que les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes se développent, la question qui est posée est maintenant celle de leur convergence en un puissant mouvement révolutionnaire de masse.

Qu'on imagine la force de toutes ces luttes contre l'exploitation capitaliste si elles se rassemblaient. «L'union fait la force», ce vieux proverbe est plus vrai que jamais. La division par contre est le meilleur allié de la bourgeoisie. D'ores et déjà de nombreuses initiatives ont été prises pour réaliser la solidarité populaire. Ce sont les étudiants en grève de Rennes qui apportent leur soutien aux ouvriers de Fougères, comme l'ont fait également les marins pêcheurs bretons. Ce sont les étudiants qui dans plusieurs facultés ont manifesté leur solidarité avec les vignerons du Midi.

Les marxistes-léninistes ont pour préoccupation primordiale de favoriser tout ce qui contribue à l'unité de combat du peuple.

C'est là également une aspiration qui grandit dans les masses. Mais il est clair que pour se réaliser elle devra affronter non seulement les manœuvres gouvernementales mais aussi celles des dirigeants du PCF. Les uns et les autres ont peur de cette unité. Elle est en effet porteuse de puissants mouvements révolutionnaires qu'ils redoutent.

Paris : le défilé de la fonction publique

Une manifestation sans lendemain

Mardi matin, de la Bastille au Palais-Royal, s'est déroulée une de ces manifestations comme il y en a déjà eu tant et qui restent sans lendemain.

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de la fonction publique ont manifesté pour la défense de leurs revendications. Mais il était clair que pour beaucoup l'enthousiasme n'y était pas. Nombreux sont en effet ceux qui n'attendent plus rien de ces grèves-bidon de 24 heures que décident régulièrement la CGT et la CFDT. La bourgeoisie ne cache d'ailleurs plus qu'elle ne s'en inquiète nullement. C'est ainsi qu'à la une «France-soir» pouvait parler de «grève sage». C'est pourquoi cette manifestation n'était nullement dominée par la combativité. Il s'agissait d'une de ces promenades avec lesquelles les dirigeants révisionnistes cherchent à canaliser le mécontentement des travailleurs. Chacun sait qu'après une telle journée, la lutte n'aura nullement avancé. C'est bien pourquoi une telle manifestation ne peut pas être à l'image de la volonté de lutte grandissante des travailleurs.

Seuls quelques groupes de manifestants CGT et CFDT tranchaient par leur combativité. On a pu entendre par exemple des travailleurs manifester en scandant «Vive la dictature du prolétariat !»

De 2 à 3 000 étudiants s'étaient joints à la manifestation, montrant ainsi leur désir d'unité avec les travailleurs. Les facultés de Nanterre et de Tolbiac, en grève constituaient le gros du cortège. En fin de manifestation une centaine d'étudiants était regroupée derrière la banderole de l'UNEF-Renouveau qui faisait figure de groupuscule. L'UNEF Renouveau qui avait d'abord cherché à imposer sa présence en tête du cortège s'est faite repousser par la masse des étudiants. A juste titre, les étudiants ne reconnaissent que leurs comités de grève élus et dénient au groupuscule UNEF-Renouveau le droit de vouloir s'imposer.

Ayant cherché à empêcher le passage de lycéens qui voulaient rejoindre les étudiants, le service d'ordre de l'UNEF-Renouveau les a violemment agressés, provoquant ainsi la légitime colère de la masse des étudiants

ATTENTATS SIONISTES

A quelques jours de la venue en France du chef de l'État syrien, un attentat a été commis dans la nuit de lundi à mardi contre les locaux de l'ambassade de Syrie à Paris.

En même temps, des affiches sont apparues en différents endroits de la capitale avec la signature d'un groupe sioniste. Il est clair que les sionistes veulent ainsi manifester leur haine à l'égard de la Syrie et leur dépit devant la venue du chef de l'État syrien.

Mardi soir, le ministre de l'Information syrien a également révélé qu'une délégation de journalistes syriens actuellement en France avait été victime d'une agression dans la journée de mardi. Il a déclaré que ces actes «reflètent la haine portée par les sionistes aux Arabes en général et aux Syriens en particulier».

A paraître prochainement
le numéro 6 de mars 1976 de
LA JEUNE GARDE ROUGE
organe central de la
Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France

Au sommaire notamment :

– 1871-1976 Vive la Commune de Paris

– le 8 mars journée internationale des femmes

– cinq jeunes communistes quittent le faux MJCF et rejoignent les rangs de la JCMLF

– le grand débat sur la révolution dans l'enseignement en Chine.

– diverses luttes de jeunes travailleurs et d'étudiants

A LA FRANCAISE DE MECANIQUE

Un acquis de la lutte

A la «Française de Mécanique», filiale Renault-Peugeot employant 2 500 salariés à Dauphin la bassée (Pas-de-Calais), les travailleurs du montage du moteur Z, le V6 équipant les R 30 T, les 604 Peugeot et les Volvo 264 et 265 ont été en grève depuis fin février pour une augmentation de salaires et la réduction du temps de travail, et le retrait de 12 avertissements donnés par la direction à des grévistes.

Cette grève a abouti finalement par une augmentation de salaires, une réduction du temps de travail de 20 minutes par semaine. Ce n'est qu'un début, mais leur combat continuera. Durant cette grève, les travailleurs du montage du moteur Z ont bloqué l'accès de l'usine avec leurs voitures, et aucun camion ne pouvait entrer ou sortir de l'usine.

Valence

Au congrès national CFDT chaux et ciments

Bonne orientation de lutte de classes

Débuté mardi 2 mars, le congrès national du syndicat CFDT des salariés chaux et ciments, réunissant 55 délégués nationaux a adopté une résolution finale, qui met l'accent sur la situation politique, économique et sociale au niveau du pays et de la profession cimentière. A propos des salaires et du pouvoir d'achat, elle confirme les orientations précédentes et revendique l'attribution d'une augmentation non hiérarchisée pour tous les salariés, la forfaitarisation des primes et l'établissement d'un grille unique de classification. On pouvait également voir figurer l'amélioration des conditions de travail par la réduction du temps de travail, la suppression du travail à la tâche ou au rendement, l'embauche des effectifs nécessaires pour des charges de travail compatibles avec la santé, l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité.

Les sections syndicales revendiquent en outre : l'extension des commissions de conditions de travail à tous les établissements — quel que soit l'effectif — et le renforçement de leur pouvoir, l'avancement de l'âge de la retraite et la 5è semaine de congés payés, l'amélioration des droits syndicaux avec entre autres la création d'un poste de délégué syndical au niveau de chaque entreprise.

Il y a été finalement souligné la nécessité d'une meilleure coordination syndicale pour faire face à la concentration et la diversification de l'industrie cimentière et la constitution de holdings.

Peugeot Montbéliard

POURSUITE DE LA GREVE

mais levée des piquets

La grève déclenchée vendredi aux usines Peugeot de Beaulieu-Mandeure (Doubs) s'est poursuivie lundi mais les piquets de grève mis en place devant les huit portes de l'entreprise ont été levées.

Cette décision est intervenue lundi à l'issue d'une réunion direction-comité d'entreprise, après que le tribunal des référés de Montbéliard eut mis les ouvriers en demeure de laisser le libre passage à partir de onze heures du matin.

L'après-midi, les cadres et le personnel administratif non-grévistes, ont pénétré à l'intérieur des établissements et ont pu se rendre normalement à leur travail.

Par ailleurs une consultation du personnel, effectuée lundi matin, a permis de dégager une forte majorité en faveur de la poursuite du mouvement de la grève.

Les ouvriers grévistes demandent notamment une augmentation de salaire de 300 F par mois pour toutes les catégories de personnel et la réduction des cadences de travail.

Les usines Peugeot de Beaulieu-Mandeure regroupent 5 600 salariés et produisent des cycles et cyclomoteurs, ainsi que des pièces détachées automobiles essentiellement destinées au centre de production de Sochaux.

La solidarité internationale des ouvriers du trust Michelin s'organise

Le Conseil mondial Michelin de l'International chemical fédération a décidé d'appeler les travailleurs français de ce groupe à observer des arrêts de travail la semaine prochaine pour soutenir la lutte des ouvriers des quatre usines espagnoles de Michelin, en grève depuis le mois de février à Valladolid, Vitoria, Aranda et La Sarte.

Le conseil s'est réuni mardi à Paris au siège de la CFDT affiliée à l'ICF, en présence notamment de représentants de syndicats clandestins espagnols, l'Union générale des travailleurs, l'Union des syndicats de travailleurs d'Espagne, le Syndicat des travailleurs basques (STV) et des représentants de l'usine de Vannes en grève tournante depuis début janvier. D'autres actions «spécifiques» sont envisagées dans les 15 pays où des usines Michelin sont implantées et ou l'ICF a des affiliés: «La volonté de Michelin de faire effectuer 48 h de travail par semaine au lieu de 45 — cause des grèves — a des répercussions sur l'ensemble des usines du groupe, a affirmé le président du Conseil mondial au cours d'une conférence de presse, il s'agit, pour de simples raisons de profit, de tranférer la production là où la main-d'œuvre est moins chère, et de supprimer ainsi des emplois en France ou en Allemagne».

Pour soutenir les ouvriers espagnols, le Conseil mondial de Michelin de l'ICF a d'autre part décidé au plan international de faire une campagne d'information auprès des travailleurs du groupe, en les appelant notamment à refuser catégoriquement les heures et équipes supplémentaires. Une aide financière est également prévue : en Allemagne par exemple, des bons de soutien seront vendus aux ouvriers Michelin.

«Le contre-poids que nous sommes en train de créer au plan international, a conclu le Secrétaire général du conseil, est le seul valable pour lutter contre la tutelle de Michelin. Il faut empêcher le transfert de production en Espagne sinon, c'est l'ensemble des travailleurs de Michelin qui en pâtira. La direction ne pourra être amenée à négocier que si sa place, en temps que producteurs de pneus, est menacée».

L'étalement des vacances

La qualité de la vie ou la qualité des profits

Le problème de l'étalement des vacances est chaque année l'objet d'un débat dans les hautes sphères gouvernementales. Cela fait partie de la campagne sur la recherche d'une prétendue «amélioration de la qualité de la vie» pour laquelle fut mis sur pied un sécrétariat d'État lors de la nomination à la présidence de la République bourgeoise.

Habituellement, chaque année, les grandes usines automobiles (surtout dans la région parisienne) ferment leur porte en août pour les congés annuels ainsi qu'un nombre important de grosses entreprises. Un rapport officiel —publié récemment — proposa une modification des dates traditionnelles de vacances dans la perspective d'une «amélioration de la qualité de la vie» !

Il apparaît peu probable que les dirigeants de plusieurs grandes firmes — Renault, Citroen et Chrysler-France entre autres — répondent favorablement à une circulaire que le GIM (groupement des industries métallurgiques de la région parisienne) se propose, à titre «ponctuel» d'envoyer à ses adhérents à la demande du ministre de l'Industrie.

Cette circulaire recommanderait — comme le proposeraient les auteurs du rapport — aux employeurs des quelque 750 000 métallos de la région parisienne de ne pas «concentrer» cette année leurs fermetures sur les journées du vendredi 30 et du samedi 31 juillet (une fin de semaine) afin d'éviter une accentuation du flux des départs d'été.

En dehors de toutes les «excuses» techniques qu'ils peuvent invoquer — tout en étant d'accord sur le principe de l'étalement (?!) — les PDG des grosses entreprises voient avant tout la question de la rentabilité, des profits. Or, il est de notoriété publique qu'en France le mois d'août est un mois creux pour les affaires. Pour ces gens-là les affaires de gros sous passent avant toute autre considération, leurs parlottes humanistes peuvent tout au plus chercher à noyer le poisson.

A tout moment et plus particulièrement en période de crise, les capitalistes — par leur politique de rentabilisation maximum — emploient le strict minimum de personnel, bien souvent cela se traduit par l'accélération des cadences pour éviter d'embaucher le personnel nécessaire.

Il est donc plus rentable POUR EUX de fermer l'entreprise pendant un mois — pendant lequel ils n'ont aucun frais — que de faire une production moindre pendant plusieurs mois où ils sont malgré tout obligés d'entretenir le matériel (qui leur rapporte moins) et de faire les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'entreprise ! Avec une production réduite le rapport «rentabilité-profits» leur est moins favorable.

Pour les travailleurs, il n'est nullement question de rentrer dans ces considérations : avec leur salaire de misère des centaines de milliers de travailleurs ne peuvent même pas partir en vacances, et les centaines de millions de chômeurs encore moins. Il importe donc avant tout de pouvoir travailler et d'avoir des salaires décents (2 000 F minimum par mois) pour pouvoir partir. L'autre aspect non négligeable c'est de pouvoir choisir sa période de repos en fonction des contraintes familiales et de ses préférences et non des impératifs capitalistes de la production.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous vous demandons de nous faire parvenir, outre les coupures de la presse bourgeoise, des articles faits par vous sur les luttes dans votre secteur. C'est un acte militant dont notre quotidien a besoin. Nous ne pouvons en effet nous baser uniquement sur les éléments recueillis dans la presse bourgeoise, qui très souvent ment et déforme le sens des luttes. Un article très court d'information sur une lutte, envoyé rapidement — à la BP 61 75861 Paris Cedex 18, avec la mention «Comité de rédaction» — cela nous est plus utile qu'une coupure de presse. Vous pouvez en envoyer mais joignez-y vos enquêtes et informations.

Le Comité de rédaction.

ÉCHOS DES LUTTES

LUTTES OUVRIERES ET ETUDIANTES

L'usine de Saint-Étienne des «Forges stéphanoises» (450 salariés) est occupée par le personnel en grève depuis lundi matin. Les revendications portent sur le pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail, et le respect des libertés syndicales et indidividuelles.

******

Une centaine d'ouvriers des établissements Julin de Grand-Quevilly (Seine-Maritime), spécialisés dans les constructions métalliques ont pris position, mardi, devant leur usine, interdisant son accès, afin d'obtenir la satisfaction des revendications salariales.

******

Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté mardi après-midi à l'occasion de la présence de Poniatowski à Toulouse. Les étudiants qui sont en grève contre la réforme Soisson ont manifesté leur soutien à la lutte des vignerons et ont distribué un tract protestant contre la répression policière.

******

A Paris, les étudiants du centre Tolbiac (dépendant de l'université Paris 1), en grève depuis plusieurs jours, ont voulu mardi après-midi occuper les services des ronéos. Les vigiles du centre s'y sont opposés et ont repoussé les étudiants avec les lances à incendie. La police avait pris position autour des bâtiments, mais n'est pas intervenue.

Le directeur du centre a menacé les étudiants de fermer l'établissement.

Contre la réforme Soisson

Le mouvement de lutte des étudiants s'étend dans toute la France

«Les 9 et 10 mars seront deux grandes journées de grève et de manifestations» c'est ce qu'ont décidé en fin de semaine, et notamment au cours du week-end, des milliers et des milliers d'étudiants. Le 10 en particulier, des manifestations étaient envisagées dans la vingtaine de villes où les étudiants de facultés ou d'instituts universitaires et technologiques sont actuellement en grève.

Ces deux jours vont sans doute être marqués par l'extension des mouvements de grève à tous les établissements d'enseignement supérieur, c'est le sentiment de beaucoup d'étudiants.

Ce mouvement étudiant qui connaît un réel et rapide essor est dirigé contre la politique de la bourgeoisie à l'égard des universités en général et plus particulièrement contre la réforme du second cycle – arrêté Soisson – et celle de la formation des maîtres.

Lancée au début du second trimestre, l'action s'était concrétisée dans une première étape par une série de meetings, de manifestations et de mouvements de grève dans la semaine du 23 au 28 février. Depuis lors les mouvements de lutte se sont succédés. Le 3 mars, des milliers d'étudiants manifestaient dans les rues de Paris, Lyon, Montpellier, Bordeaux, Grenoble, Toulouse, Marseille et Perpignan. Le lendemain c'était au tour des étudiants de Limoges, Saint-Nazaire et Nice de descendre dans la rue.

Les grèves s'étendent. Et la semaine dernière dans plus de 40 Instituts universitaires de technologie les étudiants ne suivaient plus de cours, pour exiger que soient reconnus dans les conventions collectives les diplômes délivrés en fin d'études par les IUT, tandis que ceux des facultés de Droit et de Sciences économiques de Saint-Étienne, Dijon et Brès et de la faculté des Lettres de Bordeaux, entraient à leur tour dans la lutte et portaient à 20 le nombre des établisssements supérieurs en grève.

QUELQUES-UNES DES ACTIONS MENÉES PAR LES ÉTUDIANTS...

A Montpellier les locaux de l'Union patronale interprofessionnelle ont été occupés par les étudiants de l'IUT. A Toulouse, les étudiants en Lettres de l'université de Toulouse-Le Mirail se sont affrontés aux flics. A Lyon les étudiants du premier cycle de l'Institut national des Sciences appliquées ont eu également à s'affronter violemment aux CRS venus pour les empêcher d'occuper les bâtiments. A Tours une vingtaine de professeurs siégeant au conseil de l'UER (Unité d'enseignement et de recherche) ont été séquestrés pendant plusieurs heures par plusieurs centaines d'étudiants... A Grenoble, 5 000 étudiants sont descendus dans la rue scandant notamment «chômage-sélection : loi des patrons», au moment où ils passaient devant le rectorat les flics sont arrivés en force et ont interpellé 17 manifestants... A Paris le mouvement a touché Paris-V, Tolbiac, Clignancourt et Nanterre. Dans cette dernière faculté les étudiants ont occupé lundi les locaux du Conseil d'université et séquestré les personnes qui s'y trouvaient... Mardi 600 étudiants en Droit et Sciences économiques de l'université de Nancy II se sont mis en grève également contre la réforme Soisson. Les assistants de Droit public leur ont fait savoir qu'ils s'associaient au mouvement et n'ont pas assuré de cours...

Les étudiants de Grenoble peu avant leur manifestation contre la réforme Soisson (photo correspondant HR).

Dijon: Au cours d'une manifestation contre l'université bourgeoise

LE SERVICE D'ORDRE DU PCF AGRESSE DES ETUDIANTS

Récemment, 2 000 étudiants s'étaient rassemblés pour manifester contre la réforme du second cycle et envoyer une délégation au rectorat. A la fin du cortège se trouvaient plusieurs centaines de personnes mobilisées sur d'autres mots d'ordre que ceux des syndicats étudiants. On entendit et on reprit des mots d'ordre tels que : *maternelle, primaire, facs, même sélection ; non à la sélection sociale ; non au savoir bourgeois ; pour une école populaire ; les restaurants universitaires aux chômeurs ; Marchais-Soisson, mêmes réformes ; démocratie du PCF, démocratie des patrons.*

C'est alors que ces messieurs du PCF et leurs dévoués serviteurs de l'AJS trotskyste, prenant prétexte d'une provocation qui n'avait eu lieu que dans leurs esprits, constituèrent un vigoureux service d'ordre pour isoler le groupe de queue et ripostèrent par la violence quand le groupe voulut les déborder et rejoindre le reste de lamanifestation. Leur attitude fut alors massivement dénoncée : *AJS-PC : SS, le social-fascisme ne passera pas.*

Une fois de plus les responsables du PCF ont employé la manière forte et des méthodes sociales-fascistes – oui, réellement fascistes derrière la façade socialiste ! – cela a provoqué de nombreuses réactions chez les étudiants et beaucoup ont compris que l'ennemi du peuple ce n'est pas seulement Soisson mais aussi les dirigeants révisionnistes et leur valetaille trotskyste.

Le cercle de Dijon de la JCMLF.

A Clermont-Ferrand

Un millier d'étudiants ont occupé la station régionale de «FR3»

A Clermont-Ferrand, les étudiants ne restent pas non plus sur la touche. Ainsi nous avons appris tardivement que le 3 mars, plus d'un millier d'entre eux ont organisé une manifestation pour protester contre la réforme Soisson et la partition de l'université de Clermont-Ferrand.

Après avoir parcouru le centre de la ville, les manifestants se sont rendus devant la station régionale de FR3, exigeant de cette chaîne de télévision qu'elle passe une information sur le mouvement en cours. Face au refus de Barberousse, directeur de FR3, et alors que le responsable de la fausse Union des étudiants communistes essayait de convaincre les étudiants de rentrer chez eux, ceux-ci ont décidé d'occuper la station. Aussitôt un peloton de CRS est arrivé. Mais les étudiants ont malgré tout réussi à arracher 1 mn 30 d'antenne le soir même.

Depuis la veille presque toutes les facultés de Clermont étaient en grève. C'est qu'à la réforme Soisson s'ajoute pour les étudiants désormais un projet de partition de l'université : Lettres et Sciences d'un côté, Médecine dentaire, Droit et Sciences économiques de l'autre.

Il faut ajouter par ailleurs que ce projet de partition de l'université est à replacer dans la rivalité qui oppose deux clans de la bourgeoisie, et dans la stratégie de noyautage de l'appareil d'État bourgeois qui est celle de l'Union de la gauche. En effet si la partition est proposée par le Secrétariat d'État et la droite classique, la bourgeoisie de «gauche» par contre s'y oppose. C'est qu'un membre du PS, Mallet, professeur à la faculté de Médecine venait d'être élu à la tête de l'université et que la partition avait pour conséquence son remplacement à ce poste par un homme proche du gouvernement. A travers le projet de partition c'est donc à nouveau à une véritable course aux fauteuils que se livrent la bourgeoisie de droite et celle de «gauche», cette dernière essayant inévitablement de se servir du mouvement de masse des étudiants comme d'un moyen de pression.

Correspondant HR

Au CES lycée de Pouillac (Gironde)

La lutte se développe contre la hiérarchie et l'inspection

Depuis plusieurs mois déjà, les enseignants au CES lycée de Pouillac se mobilisent contre toutes les formes de répression qu'essaie d'imposer l'État bourgeois par l'intermédiaire de l'administration.

La lutte de ces enseignants s'est déjà manifestée

1/ par la signature de plusieurs motions de soutien dont la dernière a recueilli plusieurs dizaines de signatures d'enseignants à la lutte que mène J. Papinsky pour sa réintégration ;

2/ par le refus de nombreux enseignants de remplir le fameux «cahier de texte» qui ne sert strictement à rien, sinon à «contrôler» notre travail. Certainement pas à permettre à l'élève absent de prendre ses cours manquants, comme on voudrait nous le faire croire ;

3/ par la publication de plusieurs rapports d'inspection qui doivent rester «secrets» dans la «salle des profs» avec commentaires à l'appui.

4/ par la lutte continue des maîtres de l'ex-voie III (transition, pratiques, CPPN, CPA, SES) pour que les crédits de la municipalité soient alloués au bénéfice des élèves pour la gratuité du sport et non pas pour servir à la construction du port de plaisance (pour qui ?) de Pouillac.

A l'heure actuelle, déjà ont lieu plusieurs réunions d'enseignants syndiqués et non-syndiqués pour déterminer l'action collective à mener en cas d'inspection, pour décider aussi de notre attitude par rapport à la note administrative. Et ce n'est pas parce que un ou deux professeurs du PCF essaient de diviser ou de saboter le mouvement – «Vous êtes contre la hiérarchie !» «Le principal est trop libéral !» *etc. – que nous ne saurons pas nous unir pour triompher.*

Unir tout ce qui peut l'être pour une lutte de principe contre l'inspection, son rôle et ses buts : tels doivent être nos objectifs à tous !

Un enseignant communiste.

Après les mesures de soutien à la chaussure

Des hausses de prix, du chômage partiel mais aussi des luttes en perspective

Après avoir reçu au ministère de l'Industrie une délégation de représentants des patrons de la chaussure, les deux ministres de l'Industrie et de la Recherche et de l'Economie et des Finances, Michel d'Ornano et Jean-Pierre Fourcade, ont arrêté mardi matin des mesures de soutien en faveur de cette industrie.

Ils ont ainsi annoncé que *«les prix des articles chaussants vont être libérés* (c'est-à-dire augmentés, probablement dans de fortes proportions) *le 15 mai afin de permettre aux industriels du secteur d'adapter leur politique en fonction de la concurrence»* et que *«pour maintenir l'emploi au plus haut niveau possible, les pouvoirs publics sont disposés à passer des accords avec les entreprises qui, pour éviter des licenciements pour motif économique, auraient recours à des réductions d'horaires» !*

Autrement dit – mais ne faudrait-il pas faire preuve d'une bonne dose d'inconscience pour s'attendre à autre chose de la part des patrons et de leurs ministres ? – il ne s'agit en aucun cas pour la bourgeoise d'améliorer de quelque façon que ce soit la condition des travailleurs de la chaussure. Bien au contraire puisque tous les travailleurs, y compris bien sûr ceux de cette industrie, devront payer plus cher leurs chaussures... Ce que tentent Fourcade et d'Ornano c'est de tromper les ouvriers en leur faisant croire que le chômage va diminuer, leur logique les conduit même jusqu'à encourager les entreprises qui recourent... au chômage partiel !

Il faut voir ici en tout cas l'assurance que la «fin du tunnel» n'est pas pour demain dans la chaussure. Le chômage partiel va connaître un nouvel essor dans la chaussure, voilà pourquoi la classe ouvrière de ce secteur doit poursuivre la lutte et se préparer à en mener de plus grandes et de plus massives encore.

MANIFESTATION POPULAIRE DE SOLIDARITE AVEC LES VITICULTEURS A BORDEAUX

Nous venons d'apprendre qu'une manifestation de solidarité avec les viticulteurs du Midi s'est déroulée samedi après-midi à Bordeaux. Les travailleurs qui avaient répondu à l'appel des communistes marxistes-léninistes de France et de leur quotidien *L'Humanité rouge* ainsi que la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France ont défilé notamment sur les marchés de la ville en scandant de nombreux mots d'ordre au milieu de centaines de travailleurs. Voici ce que rapporte notre correspondant local.

Dès l'annonce du meurtre perpétré par le gouvernement d'assassins de Giscard, l'émotion était vive dans le peuple travailleur de Bordeaux et de sa région. C'est pourquoi *L'Humanité rouge* et la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France ont appelé dès vendredi matin à participer à une manifestation le 6 mars dans les quartiers populaires de la ville à l'heure où Émile Pouytes serait inhumé.

Dans la journée de vendredi plusieurs milliers de tracts de *L'Humanité rouge* et de la JCMLF étaient diffusés...

Samedi vers 9 h 30, place Saint-Michel, plusieurs banderoles étaient déployées : *«Unité ouvriers-paysans»*, *«Contre la violence réationnaire, vive la violence révolutionnaire»*, etc. Vers 10 heures le cortège s'ébranlait, de nombreux mots d'ordre fusaient *«Flic fascistes assassins»*, etc. La manifestation progressait ainsi au milieu de milliers de travailleurs français et immigrés, et de centaines de paysans venus vendre leurs produits sur les marchés de Saint-Michel et des Capucins. Alors que le Comité de parti de Bordeaux du Parti communiste marxiste-léniniste de France venait de distribuer largement un tract qui proclamait notamment : *«Le sang de ce camarade travailleur mort au combat de classe n'aura pas été versé en vain, le peuple le vengera»* et qui appelait à renforcer les liens d'unité et de solidarité entre ouvriers et petits paysans, les manifestants se sont dispersés au chant de l'*Internationale*.

Correspondant HR

L'Espélidou près de Montpellier

Après la mort d'une jeune handicapée

Le directeur de l'établissement est destitué et inculpé

Le père Fabre, directeur de l'Espélidou, cet établissement pour handicapés mentaux où une jeune fille était morte étranglée dans sa camisole de force, a été inculpé d'homicide involontaire par le tribunal de Montpellier.

C'est à l'Espélidou, à St-André de Sangonis dans l'Hérault, que le 16 février Isabelle Le Menach, âgée de 13 ans, avait été trouvée morte dans «l'isoloir» où elle avait été placée. «L'isoloir», cette petite pièce capitonnée où la jeune fille était fixée contre la paroi par les sangles d'une camisole de force !

Le centre de l'Espélidou était déjà connu pour les méthodes «pédagogiques» particulières qu'on y pratiquait et pour les dures conditions de travail imposées au personnel. En 1972, déjà la CFDT-Santé de Montpellier avait mené campagne pour dénoncer l'oppression et la répression exercée par Fabre sur le personnel et les malades.

Aussi, tandis que Fabre appuyé par la bourgeoisie et l'église, tentait de faire passer la mort d'Isabelle Le Menach sur le compte d'un accident, la population de Saint-André de Sangonis et des villages voisins affirmait que la thèse de l'accident ne tenait pas et que le directeur de l'établissement était responsable. De leur côté, les parents de la victime portaient plainte et se constituaient partie civile pour que soient élucidées les circonstances de la mort de leur enfant.

Le 27 février, par arrêté du préfet de l'Hérault, le père Fabre était suspendu de ses fonctions pour une période de 6 mois, le centre était placé sous la responsabilité d'un administrateur provisoire.

Lundi dernier enfin, après sans doute que les experts désignés pour étudier les méthodes employées au centre de l'Espélidou en soient arrivés à la conclusion qu'elles ne sont pas conformes aux normes admises, le juge d'instruction, André Larroque, prononçait à Montpellier l'inculpation de Fabre pour homicide involontaire, sans toutefois ordonner son incarcération...

Le directeur de l'Espélidou inculpé et destitué, une première vitoire est remportée par le Comité Espélidou qui regroupe la population locale. Mais le combat n'est pas terminé. Derrière Fabre, c'est en effet la bourgeoisie qui couvre de silence le scandale de l'Espélidou, et c'est elle surtout qui loin de vouloir soigner les malades et les aider ne se préoccupe que d'extorquer des profits sur leur dos. C'est le capitalisme qui impose, hors de prix, aux malades mentaux d'insupportables conditions d'internement, c'est son procès qu'il faut faire.

UNE RÉCENTE PUBLICATION DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPREME : LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN REPRÉSENTANT DU JOURNAL.

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUIBA

Passez vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard – 75010 Paris
Prix : 3,00 F

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Les étudiants de Paris solidaires des petits viticulteurs en lutte

A l'annonce du crime commis par les CRS de la bourgeoisie à Montredon (Aude) une profonde colère s'est emparée des étudiants parisiens de la faculté de Tolbiac. Aussitôt un groupe d'étudiants, parmi lesquels des marxistes-léninistes, a rédigé un texte de protestation. En quelques heures, ils ont recueilli quelque 124 signatures. Puis cette pétition a été envoyée au *Monde*, au *Quotidien de Paris* et au *Quotidien du Peuple* ainsi qu'au Comité d'action viticole de Narbonne. Nous présentons ici le court texte signé des étudiants :

Nous soutenons totalement la juste lutte des viticulteurs opposés aux trusts négociants et à l'État bourgeois qui les exploitent. Nous soutenons leurs justes actions qui s'opposent par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la bourgeoisie (c'est le 2è paysan tué par les flics en 15 jours).

Selon le MLAC

La moitié des hôpitaux continuent de refuser de pratiquer des avortements

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) a présenté le 8 mars à la presse une enquête sur l'avortement réalisée par ses adhérentes auprès de 25 hôpitaux et 45 cliniques de la région parisienne ainsi qu'auprès de 40 hôpitaux de province.

Il ressort de cette étude que la moitié des hôpitaux parisiens consultés tels que Broussais, Bichat, Necker et Laennec refusent de faire des avortements, alors que les cliniques semblent, en général, accepter plus facilement de pratiquer cette intervention. D'autre part, l'enquête du MLAC montre que les tarifs établis par les décrets d'application de la loi Simone Weil (600 F pour un avortement sans anesthésie et 800 F pour le même acte avec anesthésie) sont généralement respectés dans les hôpitaux. *«Cependant*, a précisé le MLAC, *la moitié des cliniques concernées majorent le prix légal d'environ 200 F. Certaines même pratiquent des curetages jusqu'à 1 700 F»*.

Nicolle Grand, inculpée depuis le 20 janvier dernier de tentative d'avortement sur une mineure à Aix-en-Provence, assistait à la conférence de presse. Elle a rappelé à cette occasion que les groupes MLAC de la région Aix-Marseille continuaient, malgré les poursuites judiciaires, à pratiquer des avortements *«pour pallier les insuffisances hospitalières»*.

SOUSCRIPTION

Notre objectif des 25 millions ayant été dépassé à ce jour de plus de deux millions, nous arrêtons la publication de la liste de souscription.

D'autres souscriptions sont encore à enregistrer.

Cela ne doit pas empêcher tous ceux qui peuvent soutenir financièrement notre presse, en dehors des souscriptions spéciales, de continuer à le faire.

H.R. Administration

Total au 23/2/76	266 632,90 F
Sup. réab. YP	5,00 F
-"- HM	18,00 F
-"- BJ	10,00 F
CDHR E et L: Duan	12,00 F
Sup. Réab. GL	5,00 F
-"- GP	5,00 F
JD	40,00 F
Sup. abnt SS.	5,00 F
Sup. réab. RD	18,00 F
-"- BM	3,00 F
-"- BJ	25,00 F
-"- LCH	5,00 F
-"- BB	110,00 F
Pour que vive la dict. du prolét., sousc. sur une fac du Nord	142,10 F
CDHR P. Sémard	210,00 F
Un couple de symp. de la Manche	100,00 F
Sup. réa. LJ	18,00 F
Sup. règl. JGR-AP	730,00 F
CDHR L.Michel	154,00 F
Sup. abt. JLB	10,00 F
CDHR Brécot	331,00 F
CDHR Tong Pi-wou	60,00 F
CDHR F. Marty	300,00 F
CDHR Chrisostome	108,60 F
CDHR Hoxha	8,00 F
DCHR R.	318,00 F
LB sout. HR	50,00 F
Sup. réab. Le C	25,00 F
Sous. masse	
CDHR C. de Paris	2,50 F
CDHR Péri NO	52,50 F
CDHR Balagne	260,00 F
JC Villet	3,50 F
CDHR Gérandin	50,00 F
Anonyme	0,40 F
MB	2,40 F
CDHR AS	285,80 F
CDHR prov. O	575,00 F
Sup. réab. FJ	10,00 F
Sout. hebd. MD (mars)	80,00 F
Sup. réab. BC	18,00 F
-"- DY	5,00 F
-"- BN	5,00 F
-"- EG	105,00 F
-"- BE	10,00 F
-"- BC	50,00 F
Sous. librairie	13,00 F
Sup. abt. Fç	20,00 F
-"- LMA	10,00 F
-"- CB	5,00 F
	2932,70 F
Total général au 5/3/76	271 029,70 F

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

Hongrie accroissement continu de la criminalité

En Hongrie, pays soi-disant socialiste, la criminalité, cette plaie inguérissable de la société capitaliste, s'accroît continuellement.

Selon les informations de l'agence de presse hongroise, dans la période d'un an, en Hongrie, sont commis plus de 120 000 délits en moyenne.

Reconnaissant le fait de l'augmentation ininterrompue du nombre des crimes, l'agence de presse indique que l'année dernière, on a pu enregistrer une augmentation de 9 % du nombre des crimes. C'est en particulier dans les délits graves qu'on a vu une augmentation sensible.

L'agence de presse hongroise a noté également l'accroissement du nombre des criminels «professionnels», qui, comme dans les autres pays capitalistes, forment des bandes organisées et qui commettent près de 30 % des délits les plus graves.

Selon les propres aveux de la presse hongroise, une des raisons de l'accroissement de la criminalité en Hongrie est la forte consommation de boissons alcoolisées, de drogues et autres poisons. 25 % des crimes les plus importants ont été perpétrés en 1975 par des alcooliques tandis que dans certains cas, le chiffre atteint 50 %.

Un des faits que l'on retrouve comme une caractéristique de la société capitaliste, c'est l'importance du nombre de viols, alors que les assassinats restent l'essentiel de ces actes criminels.

Caractéristiques qui ne trompent pas sur la véritable nature de ce pays qui se prétend faussement socialiste.

Mercredi 10 mars

12 films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan

Comment Yukong déplaça les montagnes

UNE CASERNE - 52 mn

Ce film est le résultat d'un séjour d'un mois dans une caserne près de Nankin.

C'est une caserne où, comme ailleurs, on fait son lit au carré, on marche au pas, on s'entraîne, mais aussi où les soldats critiquent les officiers et les instructeurs sur la gestion interne ou la meilleure tactique à adopter pour une manœuvre : où officiers et soldats mangent les mêmes choses à la même table, jouent et discutent ensemble. L'armée ne veut pas être un corps parasitaire : les soldats font de la culture et de l'élevage pour suffire à leurs besoins alimentaires. Les femmes des soldats et des officiers travaillent également dans des usines voisines qui produisent dans l'enceinte même de la caserne des médicaments, savons, fromage de soja, etc.

La caserne se met à la disposition de la population locale, elle construit des routes, crée des foyers culturels, entraîne la milice.

HISTOIRE DE BALLON LYCÉE No 31 – PÉKIN 17 mn

C'est une petite histoire dans un lycée de Pékin. Les héros du film sont une classe d'élèves de 13 ans environ et leur institutrice.

Un petit scandale vient d'éclater. La cloche ayant sonné, un professeur a demandé à un groupe d'élèves de cesser de jouer au ballon. Mais un élève a envoyé le ballon en direction du professeur.

Toute la classe se réunit pour discuter du problème. Il ne s'agit pas de trouver un coupable, mais d'encourager professeurs et élèves à s'exprimer pour contribuer à la solution de tels conflits.

La discussion, animée, porte sur la nature du jeu, du sport, de la passion, puis s'élargit. On parle responsabilité, idéologie, politique.

Un élève rappelle à l'ordre un professeur qui ne joue pas le jeu de la libre discussion.

LE PROFESSEUR TSIEN 12 mn

Il est une des sommités scientifiques de son pays. Il raconte sa propre expérience de la Révolution culturelle pendant laquelle il a été la cible favorite (et une des toutes premières) des gardes rouges et de ses propres étudiants.

UNE RÉPÉTITION A L'OPÉRA DE PÉKIN

Ce film montre à la fois l'entraînement acrobatique et de danse des acteurs de l'Opéra de Pékin et une répétition d'un opéra nouvellement créé.

ENTRAINEMENT AU CIRQUE DE PÉKIN

C'est l'entraînement quotidien des gens du cirque de Pékin. Le film se termine sur une représentation des acrobates.

LES ARTISANS

L'art traditionnel chinois continue d'exister en Chine et est transmis aux jeunes générations.

Ce film montre les gestes des vieux et jeunes artisans qui continuent d'être les mêmes depuis des siècles.

IMPRESSIONS D'UNE VILLE : SHANGHAI 55mn

C'est une promenade dans Shanghai qui décrit les multiples facettes de la plus grande ville du monde. Aux hasards de cette promenade, des policiers parlent de la circulation, on visite une exposition de dessins d'enfants, une coiffeuse parle de son travail...

Dans 4 salles :
Quintette – 8,10, rue de la Harpe 5è (métro St-Michel) - 033-35-40
St-André-des-Arts – 30, rue St-André-des-Arts 6è (métro Odéon) - 326-48-18
Gît-le-Cœur – 12, rue Gît-le-Cœur 6è (métro Saint-Michel) - DAN-80-25
St-Séverin – 12, rue St-Séverin 5è (métro St-Michel) - ODE-50-91

LITTÉRATURE CHINOISE

No 3/1976 vient d'arriver. 1,70 F le numéro. En vente aux Herbes sauvages - 70, rue de Belleville 75020 Paris - à la Force du livre - 33, rue RenéLeynaud 69001 Lyon ; Le Sel de la terre - 4, rue du Maréchal Foch 22000 St-Brieuc.

VIENT DE PARAITRE

Contre-révolution culturelle en Hongrie / Espagne : Tâches urgentes sur le front culturel / Introduction à la littérature palestinienne / Travailleur ! Prends la plume et le pinceau pour la révolution / Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne (1919-1933) / Le PCF et le logement / Essor du cinéma albanais.

Ce numéro 3 vaut 4 F. L'abonnement pour un an est de 16 F, 24 F en pli fermé et 20 F en soutien. En vente bientôt aux librairies : les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris – La Force du livre - 33, rue René-Leynaud - 69001 Lyon – Le Sel de la terre - 4, rue Maréchal Foch - 22000 St-Brieuc – Adresse : Humanité rouge (Front culturel) - BP 61 - 75861 Paris - cédex 18

Brésil

155 morts au Carnaval de Rio

155 morts, 16 132 personnes soignées dans les hôpitaux de la ville, tel est le bilan définitif du carnaval de Rio.

En 1975, 111 personnes étaient mortes durant le plus grand carnaval du monde et 17 457 autres avaient reçu des soins dans les hôpitaux.

Durant ces quatre jours de fête, la police est intervenue 952 fois pour mettre fin à des rixes ou secourir des victimes d'agression. 167 accidents de la circulation ont été enregistrés.

La municipalité de Rio avait investi environ 6 millions de dollars dans l'organisation et la réalisation des festivités.

Très prisé par les bourgeois, en particulier les Français qui en profitent pour se prendre un petit congé d'une semaine à cette époque pour y aller, le carnaval de Rio est ce qu'on appelle une grande fête populaire. Mais quand on sait que le Brésil est un régime fasciste où la différence entre les villas somptueuses des riches bourgeois et des propriétaires fonciers et les misérables bidonvilles du peuple est criante, et quand on sait également que le carnaval de Rio est une institution mise sur pied par les colons espagnols au 17ème siècle pour servir de soupape aux mouvements de révolte, des esclaves noirs, on peut vraiment se demander si ce carnaval est si «populaire» qu'on le dit.

vu par Lucien

La «revalorisation» du travail manuel

Avant

Après

l'Humanité Rouge

Entretien avec des petits viticulteurs

Les viticulteurs se battent pour des conditions de vie décentes et pour vivre dignement au pays. Avec le refus par la bourgeoisie de prendre en compte leurs revendications, avec l'agression des forces de police, les contradictions s'exarcerbent entre exploiteurs et exploités. La situation devient d'autant plus claire que la masse des petits viticulteurs répond à juste titre et du tac au tac aux attaques de la bourgeoisie. Voici le résultat d'un entretien avec des petits viticulteurs de l'Hérault. Vu les événements récents et les risques d'une répression accrue de la part du pouvoir, nous préférons, par mesure de sécurité, laisser dans l'anonymat ces travailleurs de la terre. Cet entretien est le reflet exact de l'état d'esprit et du climat actuel qui règnent chez les viticulteurs du Languedoc-Roussillon. Il est le témoignage de la colère, des aspirations encore confuses et aussi de la méfiance vis-à-vis de certains partis de gauche, de l'ensemble de ces hommes et de ces femmes qui osent lever la voix et lutter pour leur survie et contre l'exploitation.

Comment ont été ressentis les événements violents du 4 mars ? Quelles sont les réactions des viticulteurs ?

Après ce qui s'est passé, tout le monde est attristé, c'est une peine profonde qu'on ressent. On ressent l'agression, l'occupation, on ressent le même phénomène que les gens devaient ressentir pendant la guerre sous l'occupation allemande. C'est la consternation, mais tous les gens disent «il ne faut pas en rester là, il faut faire quelque chose».

C'est vrai les gens sont prêts à lutter s'il faut par les armes et même les personnes âgées avec leurs propres moyens. En ce moment certains dirigeants du CRAV ne tiennent pas leurs troupes. Les gens en principe ici ne sont pas des violents mais ils estiment qu'ils subissent la violence et ils sont prêts à l'affronter. Les gens sont prêts actuellement à prendre le fusil alors que c'étaient des gens vraiment pacifistes, ils ont maintenant franchi le fossé.

A la suite de ces actions, il est fort possible que s'abatte la répression, quelle serait la réaction des viticulteurs en cas d'arrestations ?

Comment ça peut se passer ? Ça peut être très grave, tout dépend de l'attitude du gouvernement. Il est vrai que le procureur a ouvert une enquête sur les «émeutiers» pour homicide volontaire etc., on a tendance à aller vers un pouvoir fascisant. S'il y a des arrestations on va certainement vers des phases de violences. Il peut arriver n'importe quoi. L'autre jour sur le barrage il y avait des gars qui étaient prêts à tout. «Il faut foutre du chlorate avec du soufre, du sucre..., mèche lente. Il faut faire des guet-apens»... Il n'y avait que des raisonnements comme ça.

Il est possible que se forment des groupes genre commandos. D'une façon pratique les paysans ont la possibilité de se procurer un armement qui, utilisé par les masses, fera mal, on peut avoir des explosifs, des armes de guerre qui servent à chasser le sanglier...

En quoi ces actions ont-elles pu renforcer l'unité entre viticulteurs et l'unité paysans ouvriers ?

Voilà des exemples concrets : l'autre jour sur les barrages on a discuté avec les chauffeurs routiers, il y a eu une grande compréhension de leur part, les copains avaient amené de la saucisse, ils ont soupé ensemble. On a discuté de leurs problèmes et eux se sont informés de nos problèmes... Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas tout à fait d'accord avec la violence mais que dans certains cas ça se comprenait. Sur ce barrage on a réalisé l'unité paysans ouvriers, ce qui ne se passait jamais auparavant. Il a fallu que le sang coule pour ça.

Ce qui est important aussi c'est l'unité qui s'est faite entre les viticulteurs. Avant il y avait trois zones : la plaine, la souberne et le coteau, on disait que les intérêts n'étaient pas les mêmes. Maintenant tout le monde fait masse il n'y a plus cette division.

Arquettes-en-Val : graves mais déterminés des milliers de viticulteurs accompagnent le cerceuil de Émile Pouytes mort assassiné par la bourgeoisie (photo HR).

Mais malgré tout, ce qui manque c'est l'information, il faut expliquer les actions que l'on fait, expliquer nos problèmes. Par exemple, pour l'action contre le négociant Ramel à Meximieux, il fallait prouver que l'action qu'on a menée n'est pas dirigée contre les ouvriers de chez Ramel mais contre les trafiquants. Il y a de gros efforts à faire dans ce sens.

Les viticulteurs sont organisés en comités d'action chapeautés par le CRAV (Comité régional d'action viticole). Pouvez-vous nous expliquer quel est leur rôle ?

Il faut analyser le CRAV. Les premiers comités d'action de l'Aude ont été spontanément créés par la base, c'est des gens de la base qui ont mis des responsables en place alors que dans l'Hérault ce sont des dirigeants viticoles qui se sont mis à la tête du comité d'action. A première vue il y a une différence de classe, c'est pour ça qu'on arrive à des différentes prises de position entre le CRAV de l'Aude et celui de l'Hérault.

De toute façon, il faut être vigilants. Les dirigeants du CRAV peuvent changer : on a un exemple , Castera. C'était un gars qui avait une immense popularité mais le jour où il s'est présenté aux élections comme député UDR ça été fini pour lui.

Lorsqu'ils sont réunis ensemble, ceux de l'Hérault ont certainement plus d'influence de par leur place sociale, mais quand les dirigeants du CRAV sont dans l'Aude, ils dirigent leurs troupes.

Pour le CRAV, les manifestations unitaires du 5 février ont été une réussite, ils ont réussi à établir une liaison entre paysans et ouvriers mais ils se sont heurtés à la CGT et à la FEN. Se sentant débordés par la FEN et la CGT avec le PCF derrière, certains dirigeants du CRAV ont voulu donner leurs propres couleurs, une couleur occitaniste et les prochaines manifestations organisées par le CRAV prendront une couleur très occitaniste ou très régionaliste mais tout cela se fera en opposition avec la CGT et la FEN et sans qu'il y ait aucune récupération de la part des partis de gauche traditionnels.

Deux textes très occitanistes sont en discussion en ce moment, dans le mouvement viticole, l'un celui du VVAP (Volem viure al pais) l'autre du MIVOC (Mouvement d'intervention viticole occitan).

Les mouvements occitans ont l'air de se développer. Pouvez-vous nous expliquer ce phénomène ?

Il y a cet attachement à la terre... Si on ne peut pas vendre le vin ça veut dire foutre le camp et ça les viticulteurs ne sont pas prêts à le faire. Ceux qui ont travaillé à la terre, c'est fini ils ne la quitteront plus, quitte à crever de faim, ils défendront leur lopin de terre. C'est un attachement qu'on ne peut pas définir. On défend nos moyens de vivre et en plus notre pays. C'est ce qui se résume dans «Volem viure al pais».

Comment s'est créé «VVAP» par exemple ? Des gars ont été dégoûtés de l'attitude groupusculaire de certains puis parallèlement, il y a eu la montée de colère, de violence dans les régions viticoles surtout dans l'Aude. L'Aude est bien plus pauvre et bien plus touchée que l'Hérault, les régions les plus combatives c'est les plus pauvres, les Corbières par exemple, et en plus il y a une tradition de lutte. Et puis il y a une jonction qui s'opère, il y a des gens qui ont eu le contact avec des masses. Ils sont arrivés à participer à la réalité des luttes et en retour il a fallu donner une densité, une perspective politique à ce déchaînement de forces.

«VVAP» est, il faut le dire, un phénomène de masse dans l'Aude. Ça correspond à une besoin chez les gens à poser des perspectives politiques, à donner des solutions aux problèmes mais c'en est au niveau du sentiment et non à des objectifs politiques bien nets, bien définis. On en est à la phase du senti, du viscéral.

Comment est ressentie l'activité du PCF et quelle idée les paysans se font du socialisme ?

Les paysans ont tendance à assimiler socialisme à uniformisation c'est-à-dire privation de liberté, bureaucratie, ils prennent l'image du PCF et il y a une sorte de rejet. Quand on parle de socialisme, pour eux c'est l'Union soviétique et de ce «socialisme»-là, ils ne veulent pas. Ils ont été trop brimés, trahis et, bien que beaucoup de gars aient été écœurés par l'attitude du PCF, ils gardent quand même espoir.

Dans le temps, le PCF avait une bonne implantation mais maintenant, il est en recul. Si on a assisté à une démobilisation des masses travailleuses, c'est surtout dû au PCF.

Maintenant, ça commence à changer : les jeunes prennent de plus en plus des positions de classe. Quand on a discuté l'autre jour sur le barrage, les gens disaient qu'il valait mieux jeter les urnes dans la rivière que d'aller voter. Même les gens de base et les militants du PCF actuellement ne suivent pas les dirigeants. Ils se posent des questions, ils ne comprennent plus, ils savent maintenant ce qu'est la violence, ils viennent de la vivre et ils voient bien que ça devient une nécessité !

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757576 Dépôt légal : 1er trimestre 1976